marchés.⁶⁴¹ Cependant, comme nous l'avons noté plus haut⁶⁴², en excluant les restrictions de l'accès aux marchés du champ d'application du paragraphe 2 a), l'interprétation du Panama signifie effectivement que le paragraphe 2 a) ne peut pas être invoqué pour justifier des incompatibilités avec l'article XVI, ce qui est contraire à la clause introductive du paragraphe 2 a). Par conséquent, même s'il se peut, comme l'allègue le Panama, que le Groupe spécial n'ait pas saisi la position du Panama en ce qui concerne l'article VI, il n'a pas fait erreur en rejetant finalement l'interprétation du paragraphe 2 a) de l'Annexe sur les services financiers par le Panama.

6.4.5 Conclusion

6.272. Nous avons constaté qu'une interprétation du paragraphe 2 a) de l'Annexe sur les services financiers fondée sur son texte, lu à la lumière de son contexte, et de l'objet et du but de l'AGCS, était le point de vue selon lequel le paragraphe 2 a) n'imposait pas de restrictions spécifiques sur les types de "mesures affectant la fourniture de services financiers" qui entrent dans son champ d'application, pour autant que ces mesures remplissent toutes les autres conditions du paragraphe 2 a). Nous avons également examiné, et rejeté, les arguments du Panama relatifs aux erreurs alléguées concernant l'interprétation du paragraphe 2 a) par le Groupe spécial. À la lumière de ce qui précède, nous constatons que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en constatant, au paragraphe 7.847 de son rapport, que "le paragraphe 2 a) de l'Annexe sur les services financiers couvr[ait] tout type de mesures affectant la fourniture de services financiers au sens du paragraphe 1 a)" de la même annexe.

7 CONSTATATIONS ET CONCLUSIONS

7.1. Pour les raisons exposées dans le présent rapport, l'Organe d'appel:

- a. en ce qui concerne l'article II:1 de l'AGCS:
 - i. constate que le Groupe spécial a fait erreur dans son analyse de l'expression "services et fournisseurs de services similaires" et, en conséquence, infirme la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.186 de son rapport selon laquelle les services et fournisseurs de services des pays coopératifs sont similaires aux services et fournisseurs de services des pays non coopératifs;
 - ii. constate que le Groupe spécial a fait erreur en constatant, au paragraphe 7.235 de son rapport, qu'une évaluation du "traitement non moins favorable" dans le présent différend "[devait] prendre en compte les aspects réglementaires relatifs aux services et fournisseurs de services qui pourraient affecter les conditions de concurrence, et en particulier, la possibilité pour l'Argentine d'avoir accès aux renseignements fiscaux concernant les fournisseurs étrangers"; et
 - iii. infirme la conclusion formulée par le Groupe spécial aux paragraphes 7.367 et 8.2.b de son rapport selon laquelle les mesures 1 à 8 sont incompatibles avec l'article II:1 de l'AGCS;
- b. en ce qui concerne l'article XVII de l'AGCS:
 - i. constate que le Groupe spécial a fait erreur dans son analyse de l'expression "services et fournisseurs de services similaires", et, en conséquence, infirme la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.489 de son rapport selon laquelle les services et aux fournisseurs de services argentins sont similaires aux services et fournisseurs de services des pays non coopératifs;
 - ii. constate que le Groupe spécial a fait erreur en constatant, au paragraphe 7.494 de son rapport, qu'une évaluation du "traitement non moins favorable" au titre de l'article XVII de l'AGCS dans le présent différend "[devait] tenir compte d'aspects réglementaires relatifs aux services et fournisseurs de services qui pourraient

⁶⁴¹ Communication du Panama en tant qu'appelant, paragraphe 6.26. Voir aussi *supra* les paragraphes 6.256 et 6.269.

⁶⁴² Voir *supra* le paragraphe 6.256.

affecter les conditions de concurrence ... [e]n particulier ... la possibilité pour l'Argentine d'accéder aux renseignements fiscaux concernant les fournisseurs de services pertinents"; et

- iii. infirme la conclusion formulée par le Groupe spécial aux paragraphes 7.525 et 8.2.c de son rapport selon laquelle les mesures 2, 3 et 4 ne sont pas incompatibles avec l'article XVII de l'AGCS.
- c. en ce qui concerne l'application par le Groupe spécial de l'article XIV c) de l'AGCS aux mesures 1, 2, 3, 4, 7 et 8:
 - i. constate que le Panama n'a pas démontré que le Groupe spécial n'avait pas focalisé son analyse sur les aspects pertinents des mesures qui donnaient lieu aux constatations d'incompatibilité avec l'article II:1 de l'AGCS;
 - ii. constate que le Panama n'a pas démontré que le Groupe spécial avait fait erreur en constatant au paragraphe 7.655 de son rapport que ces mesures étaient conçues pour assurer le respect des lois et réglementations pertinentes de l'Argentine; et
 - iii. constate que le Panama n'a pas démontré que le Groupe spécial avait fait erreur en constatant au paragraphe 7.740 de son rapport que ces mesures étaient "nécessaires" pour assurer le respect des lois et réglementations pertinentes de l'Argentine; et
- d. en ce qui concerne le paragraphe 2 a) de l'Annexe sur les services financiers, constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en constatant au paragraphe 7.847 de son rapport que le paragraphe 2 a) de l'Annexe sur les services financiers "couvr[ait] tout type de mesures affectant la fourniture de services financiers au sens du paragraphe 1 a)" de l'Annexe.

7.2. Étant donné que nous avons infirmé la conclusion du Groupe spécial selon laquelle les mesures 1 à 8 sont incompatibles avec l'AGCS et que nous ne nous sommes pas prononcés dans le présent rapport sur la compatibilité de ces mesures avec les obligations de l'Argentine au titre des accords visés, nous ne formulons pas de recommandation au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord.

Texte original signé à Genève le 16 mars 2016 par:

Seung Wha Chang
Président

Ujal Singh Bhatia
Membre

Yuejiao Zhang
Membre